

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES ET SERVICES

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES COMMUN AUX DEUX LOTS

NOM DE L'ORGANISME ACHETEUR

Organisme de sécurité sociale : Caisse Nationale Militaire de Sécurité Sociale

247, avenue Jacques Cartier

83090 Toulon Cedex 9

OBJET DE L'ACCORD-CADRE

**FOURNITURE ET LIVRAISON D'ARTICLES
D'OUTILLAGES, QUINCAILLERIE ET PLOMBERIE**

LOT 1 : OUTILLAGE ET QUINCAILLERIE – MARCHE N°25 012

LOT 2 : PLOMBERIE – MARCHE N°25 013

1	IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR.....	4
2	CARACTERISTIQUES GENERALES DES ACCORDS-CADRES.....	4
3	ALLOTISSEMENT.....	4
4	PROCEDURE, FORME ET ETENDUE DU MARCHE	5
5	DUREE DES ACCORDS-CADRES – DELAIS EXECUTION – MONTANTS.....	5
5.1	DEMARRAGE DES ACCORDS-CADRES	5
5.2	DUREES ET RECONDUCTIONS DES ACCORDS-CADRES	5
5.3	MONTANTS DES ACCORDS-CADRES	5
6	PRESTATIONS DES ACCORDS-CADRES	5
6.1	LIEUX D'EXECUTION	Erreur ! Signet non défini.
6.2	TYPE DE PRESTATIONS	Erreur ! Signet non défini.
7	PIECES CONSTITUTIVES DES ACCORDS-CADRES.....	6
8	MODALITES D'EXECUTION DES ACCORDS-CADRES	6
8.1	REPRESENTATION DES PARTIES	6
8.1.1	Correspondant de l'administration.....	6
8.1.2	Correspondant pour l'exécution des missions	6
8.1.3	Représentation du titulaire	6
8.1.4	Déclaration de sous-traitant	6
8.2	CONDITIONS D'EXECUTION	7
8.2.1	Préparation	7
8.2.2	Bons de commande.....	7
8.2.2.1	Exigences relatives aux prestations	7
8.2.2.2	Durée d'exécution des bons de commande.....	7
8.2.2.3	Dispositions particulières.....	7
8.2.2.4	Formes des notifications et informations des bons de commande	7
8.2.2.5	Acceptation d'un bon de commande.....	8
8.2.2.6	Annulation d'un bon de commande.....	8
8.2.3	Délais	8
8.2.4	Clause de non exclusivité	8
8.2.5	Mesures de sécurité, autorisations d'accès.....	8
8.3	OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	9
8.3.1	Obligation de conseils.....	9
8.3.2	Obligation d'information	9
8.4	CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	9
8.5	RESPONSABILITE DU TITULAIRE.....	9
8.6	CONSIDERATIONS SOCIALES	10

8.6.1	Clause sociale du militaire blessé	10
8.6.2	Mise en oeuvre.....	10
8.6.3	Contrôle et évaluation de la mise en œuvre de la clause sociale	10
8.7	CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES	11
8.8	TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	11
9.9	GARANTIES DES PRESTATIONS	11
8.10	PENALITES	11
8.10.1	Pénalités liées à l'exécution des prestations	12
8.10.2	Seuil d'exonération des pénalités	12
8.11	CONFIDENTIALITE ET SECRET DES AFFAIRES	12
9	REGIME FINANCIER	13
9.1	FORME DES PRIX	13
9.2	CONTENU DES PRIX	15
9.3	CATALOGUE	15
9.4	OFFRES PROMOTIONNELLES	15
9.5	VARIATION DES PRIX.....	15
9.6	CLAUDE DE SAUVEGARDE.....	15
9.7	EVOLUTIONS, MONTEE DE GAMME DES PRODUITS ET PRESTATIONS DU TITULAIRE	15
9.8	EMISSION DES BONS DE COMMANDE	15
9.9	MODALITES DE REGLEMENT	15
9.10	MOIS D'ETABLISSEMENT DES PRIX	15
9.11	TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE	15
10	MODALITES FINANCIERES	16
10.1	FACTURATION	16
10.2	PAIEMENT PAR VIREMENT OU CARTE ACHAT	16
10.3	AVANCE.....	16
10.4	CESSION OU NATISSEMENT DES CREANCES.....	16
10.5	RETENUE DE GARANTIE.....	17
11	DISPOSITIONS DIVERSES	17
11.1	ECHANGES DEMATERIALISES	17
11.2	LANGUES.....	17
11.3	ASSURANCES	17
11.4	AUTRES OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES	17
11.5	RESILIATION	18
11.6	LITIGES ET CONTENTIEUX.....	18
11.7	EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	19
11.8	DIFFERENDS	19
12	DEROGATIONS AU CCAG/FCS.....	19
13	ANNEXES.....	19

1 IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR

Caisse Nationale Militaire de Sécurité Sociale
247, avenue Jacques Cartier 83090
Toulon Cedex 9.

La Caisse Nationale Militaire de Sécurité Sociale (CNMSS) est un établissement public national à caractère administratif, doté de l'autonomie juridique et financière. Son activité relève du service public. Sa mission essentielle est de servir aux militaires et à leur famille les prestations prévues par la loi, en remboursant les frais de soins nécessités par la maladie ou la maternité. A titre complémentaire, elle intervient en faveur de ses assurés les plus démunis sur son fonds d'action sanitaire et sociale. Par ailleurs, elle développe des actions de prévention. Depuis 2004, les soins liés aux APIAS (affection présumée imputable au service) sont remboursés par la CNMSS pour le compte de la DCSSA. Depuis 2010, elle reprend, pour le compte de l'Etat, la mission de remboursement des soins médicaux gratuits et des dépenses d'appareillage, au profit des anciens combattants titulaires d'une pension militaire d'invalidité.

Extrait du guide d'accueil de la CNMSS.

2 CARACTERISTIQUES GENERALES DES ACCORDS-CADRES

Ces accords-cadres ont pour objet la fourniture et livraison d'articles d'outillage, quincaillerie et plomberie au profit de la Caisse Nationale Militaire de Sécurité Sociale.

Codes CPV Lot 1:

44510000 : outils
44511000-5 : outils à mains
44514200-8 : pièces d'outils
44316000-8 : quincaillerie
44316400-2 : articles de quincaillerie
33252400-5 : matériel de mesure et de contrôle

Code nomenclature CNMSS Lot 1 : 20.03 Articles métalliques et quincaillerie (pointes, clous, boulons, visserie, câbles, clés...).

Codes CPV Lot 2:

44115210-4 : matériel de plomberie
44411000-4 : appareils sanitaires
42131400-0 : robinets ou vannes pour installations sanitaires

Code nomenclature CNMSS Lot 2 : 17.11 Matériaux, produits et matériels pour travaux de plomberie y compris les équipements sanitaires.

3 ALLOTISSEMENT

La consultation est allotie, au vu de l'article R2113-1 du décret n° 2018-1075 du 03 décembre 2018 relatif au code de la commande publique, de la manière suivante :

Lot 1 :	Outillage et quincaillerie	N° 25 012
Lot 2 :	Plomberie	N° 25 013

4 PROCEDURE, FORME ET ETENDUE DU MARCHÉ

La consultation est lancée suivant la procédure adaptée visée à l'article R 2123-1 du décret 2018-1075 paru au JORF du 03/12/2018.

Il s'agit d'accords-cadres fixant toutes les stipulations contractuelles, et exécutés par l'émission de bons de commande à prix unitaires qui fait référence aux articles R 2162-13 et 2162-14 du décret 2018-1075 paru au JORF du 03/12/2018.

Les variantes ne sont pas acceptées.

5 DUREES DES ACCORDS-CADRES – DELAIS EXECUTION – MONTANTS

5.1 DEMARRAGE DES ACCORDS-CADRES

Le marché est conclu à compter de sa date de notification pour une durée d'un an.

5.2 DUREES ET RECONDUCTIONS DES ACCORDS-CADRES

La durée des accords-cadres est d'un an à compter de la date de notification.

Ils sont reconductibles de manière tacite au plus trois fois, pour la même durée, sans pouvoir excéder une durée totale de quatre ans.

Toutefois, s'il est décidé de ne pas reconduire l'ou les accord(s)-cadre(s), le titulaire en est informé par décision expresse avant la date d'échéance annuelle.

Les titulaires des accords-cadres n'ont pas la faculté de refuser cette reconduction.

Dans l'hypothèse où le marché ne serait pas reconduit, les bons de commande émis continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme. Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

5.3 MONTANTS DES ACCORDS-CADRES

Les accords-cadres sont passés sans montant minimum et avec un montant total maximal, sur la durée totale toutes reconductions comprises de :

- Pour le lot n°1 : 88 000.00 € HT soit 105 600.00 € TTC
- Pour le lot n° 2 : 32 000.00 € HT soit 38 400.00 € TTC

Les prix sont établis aux conditions économiques en vigueur au mois de la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre.

6 PRESTATIONS DE L'ACCORD-CADRE

6.1 LIEUX D'EXECUTION

Les articles peuvent être livrés sur les sites de la CNMSS :

- à Toulon : 247, avenue Jacques Cartier, 83090 TOULON Cedex 9 ;
- sur l'antenne de Paris : 66 Rue Boissière, 75016 PARIS.

6.2 TYPE DE PRESTATIONS

La liste des familles d'articles, objet du marché est détaillée dans le cahier des clauses techniques particulières commun aux deux lots (CCTP).

7 PIECES CONSTITUTIVES DES ACCORDS-CADRES

Les accords-cadres sont constitués des éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante. Conformément à l'article 4.1 du CCAG FCS, l'ordre de priorité est le suivant :

- L'acte d'engagement et son annexe financière (remise, bordereaux de prix unitaires) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières commun aux deux lots (CCAP) et ses annexes ;
- Le cahier des clauses techniques particulières commun aux deux lots (CCTP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (JO du 1^{er} avril 2021) ;
- Le catalogue tarifaire (papier et/ou informatisé),
- Le mémoire technique comprenant la politique d'optimisation des emballages utilisés dans le cadre de l'objet du marché ;
- Le cadre de mémoire technique renseigné par le candidat.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au mois de remise des offres.

8 MODALITES D'EXECUTION DES ACCORDS-CADRES

8.1 REPRESENTATION DES PARTIES

8.1.1 Correspondant de l'administration

Le Bureau Achats de la CNMSS
Caisse Nationale Militaire de Sécurité Sociale
247, avenue Jacques Cartier
83090 Toulon Cedex 9
Courriel : serviceachat@cnmss.fr / Tél : 04 94 16 96 77

8.1.2 Correspondant pour l'exécution des missions

Les coordonnées téléphoniques et adresses électroniques seront communiquées au titulaire sur le courrier de notification.

8.1.3 Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés dans l'acte d'engagement.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

8.1.4 Déclaration de sous-traitant

La déclaration du sous-traitant est effectuée à l'aide du formulaire DC 4 « déclaration du sous-traitant », dûment renseigné et signé et adressé à la CNMSS.

Les entreprises sous-traitantes sont soumises aux mêmes contraintes que celle imposées à l'entreprise titulaire.

La déclaration de sous-traitance (DC4) précise tous les éléments de l'article R 2193-1 à 4 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018, et pris en application de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie

législative du code de la commande publique, et indique notamment ce qui doit être réglé respectivement aux sous-traitants éventuels.

Nota : Le titulaire reste responsable devant la CNMSS de l'ensemble des prestations exécutées au titre du marché, même celles qui sont le fait de sous-traitants.

8.2 CONDITIONS D'EXECUTION

8.2.1 Préparation

Une période maximale de 10 jours calendaires après notification du marché, pourra être consacrée à l'organisation du marché entre l'administration et le titulaire (prise de contact, relecture des documents, organisation prévisionnelle d'exécution du marché, réunion de lancement, ...).

A l'issue de cette période les prestations devront être exécutées selon les termes du marché.

En cas de problème, le titulaire pourra demander une prolongation de délais conformément à l'article 13.3 du CCAG/FCS.

8.2.2 Bons de commande

8.2.2.1 Exigences relatives aux prestations

La notification d'un bon de commande est obligatoire avant tout commencement d'exécution d'une prestation. Aucun autre moyen, quel qu'il soit, ne peut déclencher l'exécution d'une commande.

En conséquence, le titulaire ne pourra en aucun cas prévaloir et revendiquer le paiement de prestations qui n'auront fait l'objet d'aucune commande.

8.2.2.2 Durée d'exécution des bons de commande

Il est possible d'émettre des bons de commande pendant toute la durée de validité du marché. La durée d'exécution des bons de commande passés dans le cadre du présent marché ne pourra excéder 1 (un) an à compter de la date de fin de validité du marché.

Ainsi l'exécution des derniers bons de commande pourra aller au-delà de la date de validité du marché dans le respect de la réglementation des marchés publics.

Les délais d'exécution s'entendent comme délais de présentation aux opérations de vérification.

8.2.2.3 Dispositions particulières

Les prestations seront commandées au fur et à mesure des besoins de l'administration. Les bons de commande pourront être émis par le RPA ou son délégataire jusqu'à l'expiration de la durée de validité du marché.

Il est précisé sur le bon de commande, dûment référencé, les renseignements suivants :

- la référence de l'accord cadre (numéro du marché, date),
- le nom et l'adresse du titulaire,
- le numéro, la date et la durée du bon de commande,
- l'adresse et le lieu précis d'exécution des prestations,
- la dénomination des articles,
- le taux de remise et le délai de livraison,
- les prix unitaires, hors taxes remise comprise,
- le montant de la TVA,
- le montant total hors taxes, de la taxe et toutes taxes comprises du bon de commande,
- les coordonnées (téléphone et courriel) de la personne à contacter éventuellement.

8.2.2.4 Formes des notifications et information des bons de commande

Les commandes sont essentiellement saisies sur un outil de commande en ligne, mis à disposition par le titulaire. Chaque validation de la commande en ligne vaut notification de bon de commande.

En cas d'indisponibilité (exemple : maintenance, panne etc. ...) les commandes sont adressées au titulaire par courriel.

Le titulaire s'engage à accuser réception de la commande, le jour même de sa réception par retour de courriel. L'accusé de réception devra obligatoirement comporter les références de la commande (n° du bon de commande, référence du marché), la date (au format JJ/MM/AAAA) et les coordonnées de la personne qui accuse réception.

8.2.2.5 Acceptation d'un bon de commande

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG FCS, le titulaire dispose d'un délai de 2 (deux) jours calendaires, au maximum à compter de la réception du bon de commande pour faire connaître ses observations. En l'absence de toute contestation notifiée dans ce délai, le titulaire sera considéré comme ayant accepté le bon de commande.

En cas de réserves mineures émises par le titulaire dans le délai susvisé de 2 (deux) jours calendaires et reconnues fondées par le service, un rectificatif au bon de commande sera éventuellement établi.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

8.2.2.6 Annulation d'un bon de commande

À tout moment, l'administration peut être amenée à annuler un bon de commande. Dans ce cas, les prestations qui auront été exécutées seront dues au titulaire.

Pour les prestations non exécutées, le titulaire pourra prétendre à une indemnité correspondant à la perte de la marge bénéficiaire qu'aurait dégagée l'exécution de la totalité des prestations prévues dans le bon de commande, et, le cas échéant et sur justificatifs, aux dépenses qu'il a engagées pour pouvoir satisfaire à ses obligations contractuelles.

En tout état de cause, cette indemnité ne sera pas supérieure à 5% du montant du bon de commande concerné.

8.2.3 Délais

Par dérogation à l'article 3.2.2 du CCAG/FCS, les délais de livraison se comptent en jours ouvrés et sont fixés à 7 jours calendaires.

Par conséquent, le titulaire se doit de maintenir un stock d'articles suffisants afin de permettre à la CNMSS de passer commande et d'être livré sous 7 jours calendaires à émission du BDC.

Les jours ouvrés de la CNMSS sont le lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi (hors férié).

Le délai de livraison débute à 00h00 le lendemain (ou le 1er jour ouvré) de la notification du bon de commande et il expire à minuit le dernier jour ouvré du délai.

Sauf indication particulière, tous les autres délais se comptent en jour calendaire.

En cas de dépassement des délais contractuels, les dispositions décrites à l'article 10.10 pourront être appliquées.

Une prolongation de délai peut être accordée conformément à l'article 13.3 du CCAG/FCS si le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure.

8.2.4 Clause de non exclusivité

En cas de réponse non satisfaisante dans l'exécution du marché (rupture de stock, délai ne respectant pas les exigences du marché, qualité ne correspondant pas aux exigences etc..) l'administration se réserve le droit de réaliser une commande à un autre fournisseur.

Pour des besoins occasionnels de faible montant, le pouvoir adjudicateur peut s'adresser à un prestataire autre que le ou les titulaires du marché, pour autant que le montant cumulé de tels achats ne dépasse pas 1 % du montant total du marché, ni la somme de 10 000 Euros HT.

8.2.5 Mesures de sécurité, autorisations d'accès

L'accès au site de la CNMSS est réglementé comme suit :

Les bâtiments de la CNMSS sont placés, dans le domaine de la défense-sécurité, sous le contrôle du ministère des armées. En conséquence, au vu de l'article R114-4 du code de la sécurité intérieure, une enquête administrative pourra être demandée pour le personnel du titulaire et le personnel des sous-contractants du titulaire appelés à intervenir sur le site du marché. En fonction des résultats de cette enquête, la CNMSS se réserve le droit de refuser l'accès au personnel concerné du titulaire ou du sous-contractant.

Tout intervenant sur les sites de la CNMSS doit pouvoir justifier de son identité, afin d'y accéder.

La CNMSS doit être informée au préalable des identités des intervenants afin de faciliter les démarches d'accessibilité aux sites.

8.3 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le titulaire s'engage à une obligation de résultat en mettant en œuvre tous les moyens pour l'obtention du résultat défini dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) à ses frais et sans augmentation des montants. Il reconnaît avoir pris connaissance de l'ensemble des contraintes liées à la réalisation des prestations. Le titulaire reconnaît disposer d'un site internet avec possibilité de commande en ligne.

8.3.1 Obligation de conseils

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte de dysfonctionnements, dangers au titre de ses prestations. Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

Le titulaire est ainsi tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

8.3.2 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

8.4 CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les opérations de constatation de l'exécution des prestations sont effectuées en application du CCAG/FCS.

Passé ce délai, à défaut de courrier de l'administration, le matériel est réputé admis.

L'admission entraîne le transfert de propriété au profit de la CNMSS.

Dans le cas de mauvaises exécutions des prestations, objet du présent marché, la CNMSS appliquera les dispositions prévues à l'article 10.10 du présent CCAP et le marché pourra être résilié aux torts exclusifs du titulaire et exécuté à ses frais et risques conformément au CCAG FCS.

8.5 RESPONSABILITE DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges.

Le titulaire est responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout matériel, objet ou approvisionnement qui lui est confié dès que ce matériel, objet ou approvisionnement est mis effectivement à sa disposition. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le marché.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché.

Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

8.6 CONSIDERATIONS SOCIALES

8.6.1 Clause sociale du militaire blessé

Afin de faciliter l'insertion professionnelle des publics en difficulté, il est fait application des dispositions de l'article L.2112-2 du code de la commande publique par le biais d'une clause d'insertion par l'activité économique.

Le titulaire réalise une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et / ou professionnelles.

La clause sociale du militaire blessé a pour objet de proposer un stage de découverte non rémunéré à un militaire blessé identifié par Défense mobilité, en charge de la reconversion des militaires (cf. Annexe 2 du présent document).

Le contenu du stage est décrit dans la fiche de stage (cf. Annexe 3 du présent document) fournie par le titulaire lors de la remise de son offre. Une mise au point peut être réalisée au moment de la notification de l'accord-cadre entre toutes les parties prenantes.

Le volume horaire minimal exigé est d'un mois (4 semaines) de stage (date à date), à réaliser au profit d'un blessé, au minimum, pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire peut dépasser le nombre de blessés accueillis s'il le souhaite, ou proposer plusieurs fiches de stage sans faire augmenter son obligation d'accueil.

Il n'y a pas d'obligation, pour le titulaire, de former ou de recruter le stagiaire. Néanmoins, à la fin du stage, le titulaire peut proposer une formation ou un recrutement au militaire blessé qu'il a accompagné.

Cette clause est applicable au présent accord-cadre et bons de commandes conclus sur son fondement.

8.6.2 Mise en œuvre

Une réunion spécifique à la mise en œuvre de la clause sociale est organisée, sur proposition du titulaire ou de l'acheteur, dès qu'un ou plusieurs profils de blessés sont proposés par Défense mobilité. La présence du référent entreprise est obligatoire et celle du responsable des ressources humaines souhaitable. A cette occasion, la fiche de stage – qui a une fonction de dialogue – peut être ajustée selon le ou les profils proposés par Défense mobilité, et la convention de stage est renseignée et signée.

Conformément à cette dernière, le référent entreprise accueille le stagiaire dans ses locaux, en immersion complète ou sur le lieu d'exécution des prestations définies à l'accord-cadre. Il accompagne le stagiaire dans le cadre des missions qui lui sont confiées.

Le suivi de l'exécution de la clause sociale est réalisé par Défense mobilité, qui s'assure du respect du contenu du stage tel que décrit dans la convention de stage (cf. annexe n°4 du présent document).

8.6.3 Contrôle et évaluation de la mise en œuvre de la clause sociale

Tout au long de l'exécution du marché, le titulaire répond à toute demande de la personne publique relative à l'état d'avancement de la mise en œuvre de la clause sociale. Il s'engage à faciliter les contacts entre toutes les parties prenantes au dispositif.

Toute transmission est réalisée dans les dix jours ouvrés conformément à la demande formulée par la personne publique.

S'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement, le titulaire doit informer Défense mobilité et l'acheteur afin d'étudier, ensemble, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir à la réalisation des objectifs fixés.

A l'issue du stage, Défense mobilité et le référent entreprise réalisent un bilan croisé faisant état du résultat de la clause sociale et attestant de sa bonne exécution, conformément au modèle établi en annexe n°5 du présent document.

Toutes les hypothèses de fin de parcours sont envisagées par Défense mobilité, à l'occasion d'un échange avec le titulaire. À tout moment, le titulaire peut dépasser les objectifs fixés.

A la fin du stage, le titulaire peut proposer une formation ou un recrutement au militaire blessé qu'il a accompagné.

Le titulaire peut dépasser le nombre de blessés accueillis s'il le souhaite, ou proposer plusieurs fiches de stage sans faire augmenter son obligation d'accueil.

Il n'y a pas d'obligation, pour le titulaire, de former ou de recruter le stagiaire. Néanmoins, à la fin du stage, le titulaire peut proposer une formation ou un recrutement au militaire blessé qu'il a accompagné.

Cette clause est applicable au présent accord-cadre et bons de commandes conclus sur son fondement.

8.7 CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article R.2111-10 du code de la commande publique, en prévoyant des spécifications techniques à caractère environnementale.

Dans une volonté de protection de l'environnement, le présent marché comprend des critères environnementaux comme critère d'attribution.

8.8 TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire du présent accord-cadre s'engage à effectuer pour le compte de l'acheteur les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Précisions terminologiques : Le responsable de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « règlement général sur la protection des données » ou RGPD) est l'acheteur et le sous-traitant est le titulaire des présents accords-cadres.

Dans le cadre du présent accord-cadre, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

8.9 GARANTIES DES PRESTATIONS

Les prestations font l'objet de la garantie minimale de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG /FCS.

Au titre de la garantie, les produits devront être remplacés dans les 7 jours ouvrables après constatation des faits.

Tous les produits devront être conformes aux normes européennes et être livrés dans de bonnes conditions de transport.

La garantie prévue au CCAG FCS s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil.

8.10 PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité. Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

8.10.1 Pénalités liées à l'exécution des prestations

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG FCS, en cas de non-respect des délais contractuels ou de mauvaise exécution, le titulaire encourt des pénalités de retard et ou des réfections d'un montant forfaitaire établi comme suit :

N°	Motif	Montant de la pénalité
P1	Retard dans la livraison, non-respect des délais de reprise, des délais de remplacement.	Valeur en € HT du BDC x nb de jours de retard / 200

Le constat des infractions ci-dessus sera effectué par un représentant de l'administration.

Les modalités de calcul des délais d'exécution sont décrites à l'article 9.2.3 du présent document.

8.10.2 Seuil d'exonération des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, toute exonération de pénalité sera soumise à la décision du pouvoir adjudicateur.

8.11 CONFIDENTIALITE ET SECRET DES AFFAIRES

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

Le titulaire ne peut divulguer les données et informations couvertes par le secret des affaires dont il aurait connaissance pendant la durée d'exécution du marché. Dans l'hypothèse où il aurait connaissance de telles informations, il s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires afin de réduire les risques de divulgation, notamment au moyen d'engagements de confidentialité individuels, de cloisonnement organisationnel et de paramétrage des droits d'accès.

En cas de manquement grave ou répété de violation de cette obligation, la résiliation de l'accord-cadre est aux torts du titulaire. Cette interdiction ne prend pas fin à l'issue de l'accord-cadre.

Le titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution de l'accord-cadre puissent être divulgués par l'acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un accord-cadre de substitution.

L'acheteur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

L'acheteur informe le titulaire par écrit 15 jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

Le titulaire, ou ses personnels chargés d'assurer les prestations, qui, à l'occasion de l'exécution de la prestation ont reçu à titre confidentiel des renseignements (documents ou objets, ou informations de toute nature) sont tenus à la plus stricte confidentialité pour tout ce qui concerne ces communications.

9 REGIME FINANCIER

9.1 FORME DES PRIX

Les accords-cadres sont conclus à prix unitaires.

Les prix initiaux sont établis aux conditions économiques du mois de remise des offres et en euros hors taxes.

Les prix sont indiqués dans les annexes (BPU) à l'acte d'engagement, établis en euros H.T.

La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est appliquée au taux légal connu du fait générateur. En cas de changement du taux de TVA, il sera tenu compte de cette variation dans les prix de règlement.

9.2 CONTENU DES PRIX

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales frappant obligatoirement la prestation, ainsi que les frais afférents aux matériels et à l'assurance.

Les prix comprennent :

- les fournitures ;
- le conditionnement et l'emballage ;
- la livraison (assurance, transport et déchargement à destination compris)
- toutes les procédures, frais et droits de douane éventuels ;
- plus généralement, tous les frais correspondant aux obligations contractuelles du titulaire dans le cadre du présent accord-cadre.

9.3 CATALOGUE

La CNMSS se réserve la possibilité de commander des références non inscrites aux bordereaux de prix unitaires sur catalogue fourni par le titulaire.

Il est précisé que ces produits seront strictement conformes à l'objet du marché.

Le montant total des achats annuel effectués sur catalogue ne pourra pas dépasser 50% du montant total annuel des achats estimés pour le marché (chiffres DQE).

Le pourcentage de remise minimum applicable au tarif public est indiqué sur l'annexe financière à l'acte d'engagement.

Le catalogue est fourni par le titulaire. Le catalogue est demandé pour les familles d'articles directement concernées par l'objet du marché.

Pour les fournitures commandées sur le catalogue public du titulaire, les prix de référence du marché sont les prix nets HT figurant au tarif public du titulaire en vigueur à la date des offres, ou révisés selon les modalités décrites à l'article 11.5 affectés du / des taux de remise minimum. Ce taux sera constant pendant toute la durée du marché.

Le titulaire transmet le catalogue au correspondant technique cité à l'article 9.1.2 du présent document par voie dématérialisée, ce catalogue est demandé pour toute la famille d'articles concernée par l'accord cadre.

9.4 OFFRES PROMOTIONNELLES

En dehors des périodes de révisions éventuelles, le titulaire peut faire bénéficier le pouvoir adjudicateur d'offres promotionnelles exprimées en prix et/ou pourcentage qu'il est susceptible de proposer à l'ensemble de sa clientèle à condition qu'ils conduisent à des prix inférieurs aux prix nets résultant de l'application des conditions du marché.

Ces offres promotionnelles peuvent porter sur tout ou partie des Bordereaux de Prix Unitaires (BPU) et/ou sur le catalogue (elles s'ajoutent au taux de remise appliqués aux achats sur catalogue).

Dans ce cas, le titulaire s'engage à les communiquer au pouvoir adjudicateur ainsi que les dates de début et de fin d'application.

Ces prix promotionnels se substituent alors automatiquement aux prix contractuels pendant les périodes définies, leur entrée en vigueur ne nécessite pas de modification du contrat.

9.5 VARIATION DES PRIX

Les prix sont révisibles et établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois MO correspondant au mois de la date limite de remise des offres.

Durant toute la durée de l'accord cadre, le titulaire certifie que les prix stipulés dans l'accord cadre n'excèdent pas ceux de son barème pratiqué à l'égard de l'ensemble de sa clientèle (barème public) et que ce barème a été établi conformément aux textes légaux et réglementaires concernant ces prestations, il s'engage à fournir à la demande du pouvoir adjudicateur toutes justifications permettant de vérifier cette conformité.

Les prix du catalogue et du BPU sont révisibles à la hausse comme à la baisse à la date anniversaire de notification du marché, à la demande expresse du titulaire.

Dans le cas contraire, les prix sont ceux fixés lors de la période précédente.

En cas de variation des prix, le titulaire communique par écrit au représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) le nouveau barème des prix ainsi que le BPU révisé avec un préavis de 10 jours.

A défaut, le catalogue et le BPU applicables sont ceux transmis au moment de l'offre ou de la révision précédente.

Concernant le catalogue, le titulaire pourra transmettre à chaque période de révision (annuelle), au plus tard 10 jours avant la date de révision de prix, une mise à jour de son catalogue.

A défaut, le catalogue applicable sera celui transmis au moment de l'offre ou le dernier reçu.

Le pouvoir adjudicateur dispose à compter de la date de réception de 10 jours pour formuler ses observations. Le silence gardé par le pouvoir adjudicateur durant ce délai équivaut à l'acceptation, en l'état du nouveau prix.

Par dérogation au dernier alinéa de l'article 10.2.2 du CCAG FCS, le prix de règlement est le prix en vigueur à la date d'émission du bon de commande.

9.6 CLAUSE DE SAUVEGARDE

La CNMSS se réserve le droit de prononcer la résiliation de l'accord cadre sans indemnité, pour la partie non exécutée à la date d'application des nouveaux tarifs, lorsque l'augmentation générale des prix est supérieure à trois pour cent (3 %) par rapport à la révision précédente.

La variation des prix est analysée à partir des articles listés dans les devis estimatifs remis lors du marché et sur la base des changements de prix publics transmis par le titulaire à la CNMSS.

9.7 EVOLUTIONS, MONTEE DE GAMME DES PRODUITS ET PRESTATIONS DU TITULAIRE

Par principe les matériels des présents accords-cadres doivent demeurer identiques aux références fournies par le titulaire lors de la remise de son offre. Néanmoins, compte tenu de l'évolution du secteur d'activité, le titulaire doit s'efforcer de maintenir l'équilibre entre les performances et le prix des matériels proposés.

L'annexe à l'acte d'engagement dresse la liste et le prix des produits et prestations fournis par le titulaire. Elle constitue le document de référence des produits et prestations au jour de la notification de l'accord-cadre. Dans le cas où le titulaire fait évoluer la gamme de ses produits et prestations, ainsi définis et ce dans la stricte limite des prestations objets de l'accord-cadre prévues au CCTP. Lorsque le titulaire constate que son offre initiale est technologiquement, écologiquement ou financièrement dépassée, il peut également proposer une substitution permettant à l'administration de bénéficier de matériels présentant un meilleur rapport performance globale/prix : il communique à l'administration les nouvelles conditions tarifaires et/ou techniques. Sous réserve de leur acceptation par l'administration, ces nouveaux éléments se substituent / s'ajoutent à ceux figurant en annexe I à l'acte d'engagement sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

En tout état de cause, ces nouveaux éléments ne peuvent ni modifier les caractéristiques principales de l'accord-cadre, ni avoir pour conséquence de réduire le niveau de qualité de service sur lequel le titulaire s'est engagé ou d'augmenter le prix des produits, prestations pour un service équivalent.

Chaque nouvelle version de l'annexe à l'acte d'engagement doit comporter un tableau de suivi des évolutions (date, version, nature des modifications) et permettre de repérer rapidement dans le nouveau document les changements par rapport à la version précédente (par exemple, caractéristiques : texte modifié surligné en couleur).

Cette nouvelle version de l'annexe à l'acte d'engagement ainsi établie est datée, numérotée puis communiquée par le titulaire à l'administration. La dernière version émise se substitue à la précédente.

9.8 EMISSION DES BONS DE COMMANDE

Les prestations demandées au titre de l'accord cadre font l'objet de bons de commande émis par la CNMSS, au fur et à mesure des besoins exprimés. Ils sont notifiés au titulaire selon les modalités décrites à l'article 9.3.4 du présent document.

Le bon de commande précise la référence de l'accord cadre, le lieu de livraison, la nature des articles, les prix unitaires, les quantités dans le conditionnement arrêté au BPU, et les délais d'exécution comme décrit à l'article 10.2.2 du présent document).

9.9 MODALITES DE REGLEMENT

Après constatation de la décision d'admission, le titulaire adresse sa facture conformément à l'article 11.8 du CCAG.FCS.

9.10 MOIS D'ETABLISSEMENT DES PRIX

L'offre est réputée établie sur la base des conditions économiques en vigueur à la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre.

9.11 TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est appliquée au taux légal connu lors de l'exécution des prestations. Dans le cas de variation de la taxe sur la valeur ajoutée, il sera tenu compte de cette variation dans les prix de règlement.

10.1 FACTURATION

Le règlement des sommes dues demeure subordonné à la production de la facture laquelle n'est pas réclamée au titulaire.

La facture comporte, outre les mentions légales, les mentions suivantes :

- Dates, références (numéro et désignation) du présent marché,
- Numéro d'engagement juridique (EJ) du marché,
- Titre de l'opération de travaux,
- Numéro du lot,
- Code service numéro 77
- Désignation de la prestation exécutée ainsi que la période concernée, sous peine de rejet.

La facture est établie en un exemplaire daté, faisant référence au présent marché et adressée à la Caisse Nationale Militaire de Sécurité Sociale.

Les factures sont transmises uniquement par voie dématérialisée via le portail Chorus Pro.

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Siret CNMSS : 180 090 045 00014 – code service N° 77

10.2 PAIEMENT PAR VIREMENT OU CARTE ACHAT

Le paiement intervient par virement au compte correspondant au relevé d'identité bancaire joint par le titulaire, après service fait, sur présentation de sa facture établie à l'adresse ci-dessus.

La monnaie du marché est l'euro.

La CNMSS procède au paiement des sommes dues dans un délai maximal de 30 jours à compter de la réception de la facture par le maître d'œuvre.

Le délai global peut être suspendu par l'ordonnateur pour réclamer des pièces ou informations complémentaires ; le délai après la suspension est obligatoirement de 30 jours, à partir de la date de fin de suspension.

En cas de dépassement de ce délai contractuel, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Toutefois, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution complète des prestations, lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Le paiement peut également intervenir à l'aide de la carte achat. Cette modalité de paiement peut être modifiée au cours de l'exécution du contrat par voie de modification du contrat.

10.3 AVANCE

Sans objet.

10.4 CESSION OU NANTISSEMENT DES CREANCES

L'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité dématérialisé nécessaire à la notification éventuelle d'une cession ou d'un nantissement de créance est délivré, sur demande écrite du titulaire, par la personne publique.

Sont désignés comme personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R 2191-60 relatif aux marchés publics :

- le Directeur de la CNMSS

Comme comptable assignataire des paiements :

- l'Agent comptable de la CNMSS – 247, avenue Jacques Cartier 83090 Toulon cedex 9.

10.5 RETENUE DE GARANTIE

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

11 DISPOSITIONS DIVERSES

11.1 ECHANGES DEMATERIALISES

Le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous moyens permettant d'attester la date de réception.

Concernant les échanges électroniques ils seront possibles via la plate-forme des achats de l'Etat (<https://www.marches-publics.gouv.fr>) en cas d'indisponibilité de la PLACE, par courriel, le titulaire (ou la CNMSS) accuse réception formellement et explicitement de l'information ou de la décision par un retour de courriel mentionnant outre son nom et qualité une phrase du type : «j'accuse réception le (date réception) du (bon de commande n° xxx, de la demande de prolongation etc....)».

11.2 LANGUES

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

11.3 ASSURANCES

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie. Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

11.4 AUTRES OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- À sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège social ;

- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail : Ces pièces sont à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché par le titulaire.

Pour assurer au mieux ce suivi de ses obligations, issues des articles L.8222-1 et suivants et D.8222-5 et D.8254-2 du Code du travail, la CNMSS a choisi de confier à la plateforme Hiveo, cette collecte et vérification documentaire.

A l'issue de la notification du marché, le titulaire reçoit un courriel d'invitation du site Hiveo, afin de créer son compte et de déposer les documents énumérés ci-dessus. Le coût de cette solution, entièrement pris en charge par la CNMSS, est donc gratuit pour le titulaire du marché.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

11.5 RESILIATION

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

L'accord-cadre peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés à l'accord-cadre, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

Résiliation du marché

Cet article complète les dispositions prévues à l'article 38 à 45 du CCAG/FCS. En cas de non-respect des obligations résultant de l'exécution des clauses prévues au présent marché ou en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution des prestations prévues, la CNMSS se réserve le droit, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse, de résilier le marché.

Cette résiliation n'ouvrira droit à aucune indemnité.

11.6 LITIGES ET CONTENTIEUX

Le présent marché public est régi par le droit français.

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

En cas de désaccord, les contestations doivent faire l'objet d'un mémoire en réclamation rédigé par le titulaire dans les conditions et délais définis à l'article 46 du CCAG/FCS.

En cas d'échec de la procédure amiable, une procédure contentieuse emportera saisine du tribunal administratif de Toulon selon les lois et les règlements en vigueur en France.

Tribunal Administratif de Toulon
5 rue Racine
CS 40510
83041 Toulon Cedex 9
Téléphone : 04 94 42 79 30
Courriel : greffe.ta-toulon@juradm.fr
Site internet : <http://toulon.tribunal-administratif.fr>

11.7 EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

11.8 DIFFERENDS

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

12 DEROGATIONS AU CCAG/FCS

Articles du CCAP	Articles CCAG/FCS	Dérogations
9.10.1	14.1	Pénalités pour retard
10.2.2.5	3.7.2	Bon de commande
10.2.3	3.2.2	Modalités computation délais exécution prestations
11.5	10.2.2	Détermination des prix des règlements

13 ANNEXES

- ANNEXE n°1 : Protocole de sécurité « chargement/déchargement »,
- ANNEXE n°2 : Défense mobilité,
- ANNEXE n°3 : Fiche de stage,
- ANNEXE n°4 : Convention de stage,
- ANNEXE n°5 : Fiche d'évaluation de stage.